

Unité départementale de la Marne
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Parc technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

IPC Petroleum France

MACLAUNAY
51210 MONTMIRAIL

Références : D1 i 2022-807
Code AIOT : 0005701401

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2022 dans l'établissement IPC Petroleum France implanté 51130 VERT TOULON. L'inspection a été annoncée le 23/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IPC Petroleum France
- 51130 VERT TOULON
- Code AIOT : 0005701401
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Ied : Non

Site de production et de stockage d'hydrocarbures sur le territoire de la commune de Vert-Toulon (site de production dit « VGR1 »)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- risques accidentels
- risques chroniques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Emissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 42	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 2.1.2	/	Sans objet
3	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 3.2.4	/	Sans objet
4	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 3.2.5	/	Sans objet
5	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 3.2.6	/	Sans objet
7	Eau	Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 4.1.1	/	Sans objet
8	Eau	Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 4.3.3	/	Sans objet
9	Eau	Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 4.3.5	/	Sans objet
10	Prévention des fuites	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 15	/	Sans objet
11	Prévention des fuites	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 14	/	Sans objet
12	Chargement hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 22	/	Sans objet
13	Chargement hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 14	/	Sans objet
14	Chargement hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de faire le point à la fois sur une partie risques chroniques mais également risques accidentels. A l'issue des constats réalisés il a été mis en exergue qu'il est nécessaire de mettre à jour le cadre réglementaire régissant l'établissement, notamment sur la partie rejets atmosphériques liée aux activités. Ainsi, il est proposé à l'exploitant de se repositionner par rapport à la réglementation applicable en termes de rejets atmosphériques, à savoir l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Il est également proposé à monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant

ses obligations réglementaires liées aux émissions atmosphériques des postes de chargement de liquide inflammable. En effet, bien que l'exploitant ait mis en place la récupération de vapeurs demandée dans l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011, il est nécessaire que celui-ci se positionne globalement par rapport aux valeurs limites d'émissions autorisées. L'ensemble de ces éléments sont attendus sous un délai de 3 mois.

Des observations ont été formulées et doivent être prise en compte par l'exploitant. Les éléments demandés doivent être transmis à l'inspection le cas échéant et le reste des observations pourront faire l'objet de contrôle lors des prochaines visites d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau de nomenclature
Constats : La situation administrative de l'établissement n'est plus à jour. Le tableau de nomenclature a évolué du fait des évolutions réglementaires. Elle nécessite donc à ce jour d'être mise à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
Constats : L'inspection a interrogé l'opérateur présent en salle de contrôle sur la gestion des alarmes. L'opérateur est expérimenté sur le poste et connaît les risques associés à ses installations.
L'inspection a constaté que l'opérateur dispose d'une page d'alarme dédiée qui est réinitialisée chaque jour mais les données sont historisées. Sur les pages d'alarmes journalières figurent l'ensemble des informations ayant eu lieu le jour même. Sur ces pages ne figurent pas uniquement les alarmes mais un grand nombre d'informations autres que des alarmes avec un code couleur qui pose question : <ul style="list-style-type: none"> • des défauts sur des paramètres process apparaissent en rouge alors que ce ne sont pas des alarmes, • les lignes des défauts après acquittement restent à l'écran ou encore la colonne priorité affiche des chiffres (souvent 1) qui n'ont pas su être expliqués le jour de la visite. Lorsque l'inspection interroge l'opérateur sur la façon dont il est sûr de ne pas passer à travers des alarmes parmi tout le flux d'information celui-ci répond que l'expérience est essentielle. L'inspection s'interroge donc plus globalement sur le fonctionnement du système de report d'alarme puisque toutes les informations qui apparaissent sur la page d'alarme ne sont pas forcément des alarmes, que le code couleur utilisé ne correspond pas à des priorités et que la colonne priorité pose question.

De plus, suite à un déclenchement d'alarme en supervision, un signal sonore doit être émis en salle de contrôle. Ce qui n'a pas été le cas lors de la visite. L'exploitant indique que cela est un dysfonctionnement qui fera l'objet d'une réparation.
Observations : L'exploitant devra transmettre à l'inspection des informations complémentaires sur le fonctionnement du système de report d'alarme afin d'expliquer et argumenter l'organisation et l'affichage actuel mais aussi et surtout afin de garantir : <ul style="list-style-type: none"> • qu'aucune alarme réelle ne peut être oubliée de par la quantité d'informations présentes sur la page alarme ; • que les alarmes réelles sont facilement identifiables par un opérateur formé même s'il est nouveau sur le poste car seule l'expérience n'est pas une garantie suffisante pour la maîtrise du risque industriel.
L'exploitant s'engage à réparer son klaxon défaillant en salle de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limites en concentration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau des VLE en concentration
Constats : L'exploitant a démantelé ses 3 oxydateurs installées en 2015 et a remplacé un séparateur triphasique. Ces modifications ont fait l'objet d'un porter à connaissance transmis à l'autorité préfectorale en juillet 2019. Une torche a été installée à la place de ces oxydateurs. Les VLE (valeurs limites d'émission) de l'arrêté préfectoral issue de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatives à l'utilisation d'un oxydateur thermique ne s'appliquent donc plus à l'établissement.
Ce sont désormais les VLE de l'arrêté du 2 février 1998 « de base » qui s'appliquent aux rejets atmosphériques de l'établissement et notamment l'article 27.
Les prescriptions applicables à l'établissement nécessitent donc d'être revues en ce sens.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Flux rejetés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau des flux permis
Constats : Au vu du constat précédent, les valeurs limites des flux de polluants rejetés nécessitent d'être revus en fonction des conditions réelles d'émission au niveau de la torche installée et des nouvelles valeurs limites en concentration de polluant autorisées.
L'inspection demande à l'exploitant d'établir une analyse de conformité par rapport à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 concernant ses rejets atmosphériques. Il proposera également de nouveaux flux horaires, journaliers et annuels associés à l'émission des divers polluants encadrés. Dans le cas où les augmentations de flux seraient supérieurs à environ 10 % de la valeur initiale, il devra en tout état de cause justifier de l'absence d'impact sur l'environnement et la santé humaine en mettant à jour son évaluation des risques sanitaire réalisée lors du dépôt du dossier

d'autorisation de l'établissement. Cette synthèse est attendue sous un délais de 3 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Emission de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>L'exploitant réalise chaque année une qualification et une quantification des émissions canalisées et diffuses des COV sur l'ensemble des installations du site en justifiant la méthode utilisée. Les résultats de cette quantification sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées dans le cadre du dossier prévu au précédent alinéa.</p>
Constats : L'inspection s'est attardée uniquement sur les émissions en COV canalisées, principal enjeu pour l'établissement du fait des derniers travaux entrepris pour canaliser les émissions dues aux postes de chargements et aux bacs de stockage. L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection le dernier rapport de contrôle des émissions atmosphérique en aval de la torche. Ce rapport statue sur la conformité par rapport aux VLE définies dans l'arrêté préfectoral de l'établissement, qui n'ont à ce jour aucune valeur du fait des constats évoqués ci-avant. Il donne la qualification et la quantification des émissions canalisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Emission de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions de COV canalisées issues des installations de chargement de liquides inflammables respectent les valeurs limites [de l'arrêté ministériel], les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)
Constats : L'exploitant a raccordé à la torche le flux de gaz émis lors des chargements de liquide inflammable. Sachant que ce flux est mélangé au flux de gaz issu des cuves de stockages ainsi qu'au flux de gaz issu des séparateurs triphasiques, il ne se positionne pas à ce jour par rapport à l'arrêté ministériel en question. Ainsi, l'inspection propose à monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires concernant les émissions de COV issus des postes de chargement. Il devra en effet réaliser un bilan de conformité par rapport à l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 et notamment ses articles 39 à 44. Ce bilan de conformité sera assorti d'un plan d'actions incluant des échéances en cas de non-conformité.s avérée.s. Cette synthèse est attendue sous un délai de 3 mois.
Cette démarche s'inscrit dans la démarche globale de repositionnement de l'exploitant par rapport à la réglementation des émissions atmosphérique de l'établissement (cf. constats n°3 et 4).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tableau des prélèvements d'eau autorisés
Constats : Les prélèvements en eau pour l'année 2021 ont été de 45 m ³ . Jusqu'au jour de la visite, pour 2022, 53 m ³ ont été prélevés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Les pièges à hydrocarbures font l'objet d'un entretien aussi souvent que nécessaire et au minimum une fois par an.
Constats : Le déshuileur fait l'objet d'une vérification régulière par l'exploitant. Il est équipé d'un détecteur hydrocarbure asservi à une vanne automatisée, pilotage depuis le centre Maclaunay. Le suivi est actuellement réalisé en parallèle de la GMAO. Il n'y a pas eu d'incident recensé à ce jour par l'exploitant.
Observations : Il serait intéressant pour l'exploitant d'intégrer le suivi des déshuileurs des établissements au sein de la GMAO afin de garantir un suivi pérenne de l'entretien de ces installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/2014, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limites de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux collectées dans le bassin de rétention et rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Température : 30 °C ;• pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;• hydrocarbures totaux : 10 mg/l.
Constats : La dernière analyse en date de juin 2022 a été présentée. Les résultats sont conformes et n'appellent pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prévention des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Détection et alarme
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les systèmes de détection de fuite des réservoirs et des tuyauteries sont de classe I ou II au sens de la norme EN 13160 dans sa version en vigueur à la date de mise en service du système ou de toute norme équivalente en vigueur dans la Communauté européenne ou l'Espace économique européen.</p> <p>Les alarmes visuelle et sonore du détecteur de fuite sont placées de façon à être vues et entendues du personnel exploitant.</p> <p>Le système de détection de fuite est contrôlé et testé par un organisme accrédité conformément aux dispositions décrites à l'article 8 du présent arrêté dès son installation puis tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépôtage du réservoir.</p> <p>Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les derniers rapports de vérification de détection de fuite des réservoirs le jour de la visite. Ces éléments ont été transmis le 28/10/22 par courriel. Le dernier contrôle a eu lieu le 24 octobre 2019. Toutes les installations sont conformes. Le fonctionnement de ces dispositifs est testé annuellement par l'exploitant et formalisé dans la GMAO.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Prévention des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles d'étanchéité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les tuyauteries enterrées sont installées à pente descendante vers les réservoirs.</p> <p>Les tuyauteries enterrées sont munies d'une deuxième enveloppe externe étanche compatible avec le produit transporté, séparée par un espace annulaire de l'enveloppe interne.</p> <p>Les tuyauteries sont conformes à la norme NF EN 14125 dans sa version en vigueur à la date de mise en service des tuyauteries ou à toute norme équivalente en vigueur dans la Communauté européenne ou l'Espace économique européen.</p> <p>Lorsque les produits circulent par aspiration, un clapet antiretour est placé en dessous de la pompe.</p> <p>Un point bas (boîtier de dérivation, réceptacle au niveau du trou d'homme du réservoir) permet de recueillir tout écoulement de produit en cas de fuite de la tuyauterie. Ce point bas est pourvu d'un regard permettant de vérifier l'absence de produit ou de vapeur et est éloigné de tout feu nu.</p> <p>Un contrôle de l'absence de liquide est réalisé hebdomadairement au point bas précité. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.</p>
<p>Constats : L'inspection s'est rendu sur le terrain pour constater l'absence de fuite sur le au niveau du trou d'homme du réservoir T01A.</p> <p>Les contrôles internes sont réalisés hebdomadairement et sont formalisés à travers une checklist.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Chargement hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents / Accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant enregistre et analyse les événements suivants : — perte de confinement ou débordement d'une citerne ; — perte de confinement de plus de 100 litres sur une tuyauterie ; — défaillance d'un des dispositifs de sécurité mentionnés dans le présent arrêté. Le registre et les analyses associées sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le registre a été consulté par l'inspection. Le dernier incident en date est un débordement de citerne par le haut en date du 17/07/22. Suite à cet incident l'exploitant a décidé d'équiper l'établissement de volucompteur afin d'arrêter automatiquement le chargement une fois le volume cible chargé atteint. Car selon lui, même si les citernes sont équipées de niveau haut avec alarme, cela n'a pas empêché ce type d'incident de se produire. Ces équipements seront en place pour fin 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Chargement hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de chargement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de chargement ou de déchargement routier et ferroviaire de liquides inflammables disposent d'une rétention conçue de manière à contenir le volume maximal de liquides inflammables contenu dans la plus grosse citerne susceptible d'être chargée ou déchargée sur ces aires. Les aires de chargement ou de déchargement routier et ferroviaire peuvent être ceinturées de caniveaux de collecte et reliées à une rétention déportée répondant aux prescriptions du présent article. La zone de collecte délimitée par les caniveaux est conçue et dimensionnée au vu des conclusions de l'étude de dangers. Les rétentions mises en place afin de répondre aux dispositions des deux alinéas précédents répondent aux dispositions suivantes : — elles sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes ; — elles sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.
Constats : Les prescriptions sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Chargement hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Arrêts d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de chargement ou de déchargement sont pourvues d'un arrêt d'urgence qui permet d'interrompre les opérations de transfert de liquides inflammables. Si le poste est équipé

d'une passerelle, chaque niveau dispose d'un tel dispositif.
Constats : Les prescriptions sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet